

# Territoires : le grand écart

**A**nnée après année, on s'alarme de voir se multiplier les petites villes qui perdent leurs emplois, leurs commerces et pour finir leurs habitants, tandis que quelques grandes métropoles peinent à accueillir l'afflux d'activités et de peuplements nouveaux. Le phénomène s'amplifie et semble impossible à maîtriser, sans précédent.

On oublie qu'il y a 70 ans, c'était déjà *Paris et le désert français*<sup>1</sup>, selon le titre devenu alors emblématique d'un ouvrage publié en 1947, plusieurs fois réédité jusque dans les années 1970.

Alors, du coup, on a du mal à comprendre : comment un désert peut-il se désertifier une seconde fois ? La réponse est évidente : c'est qu'entre temps des politiques résolues avaient été mises en place et qu'elles étaient parvenues à inverser les tendances.

C'est Eugène Claudius-Petit, ministre de la Reconstruction de 1948 à 1953 qui initiera le mouvement. Dans sa communication « Pour un plan national d'aménagement du territoire » de février 1950, se trouve déjà une stratégie basée sur un développement des universités et des écoles d'ingénieurs en province pour y créer des foyers de culture, et pas seulement sur des infrastructures et des constructions nouvelles.

Ce sera la création de la Datar en 1963 et l'identification de huit « métropoles d'équilibre » pour contrebalancer l'attraction de la

région parisienne, l'instauration d'un système de primes à la création d'emplois dans certains secteurs géographiques, tandis que les implantations de bureaux faisaient ailleurs l'objet de taxations spéciales. Toutes choses qui appartiennent aujourd'hui au musée des antiquités et ont été effacées de la mémoire collective, en un temps où l'on considère que les forces du marché sont des lois de la nature comme les autres et que les politiques n'y peuvent rien changer.

On est passé d'une préoccupation d'aménagement optimal du territoire national se préoccupant d'une redynamisation des régions délaissées, à un objectif de renforcement compétitif des grandes métropoles par rapport aux métropoles étrangères, dans un pays ouvert à la mondialisation.

Il devient certes difficile, d'aménager le territoire à partir du moment où il n'y a plus de territoire, faute de délimitation, et où les décisions d'aménagement sont mises aux enchères (les « appels à projet ») et non plus conçus pour s'inscrire dans des objectifs communs.

Lorsque les politiques se penchent sur « la France périphérique », ce n'est plus sur le registre de l'action mais sur celui de la nostalgie. Personne n'envisage sérieusement d'inverser la tendance. Tout au plus est-on disposé à engager des gestes humanitaires.

C'est typiquement le cas de ce plan quinquennal national « Action cœur de ville », annoncé le 27 mars à Châtelleraut par Jacques Mézard, « ministre de la Cohésion des territoires ». Il va permettre aux 222 villes moyennes sélectionnées, de se partager 5 milliards d'€ sur cinq ans, soit

22,5 millions d'€ par ville sinistrée (environ 4 millions et demi par an, chacune), de quoi gratter quelques façades et créer des lieux de rencontre conviviaux pour entretenir le moral des survivants. Aucune action économique n'est envisagée pour leur redonner de l'activité.

Les choses sérieuses se passent en face, du côté des métropoles mondialisées. La Société du Grand Paris prévoit un investissement de 38,5 milliards d'€ pour la seule extension du métropolitain de l'agglomération capitale, le « Grand Paris Express », un chiffre lui-même en extension puisqu'il a pu doubler depuis la première estimation de 19 milliards qui avait été présenté au débat public en 2010 !

La toute première priorité annoncée en matière de liaison routière est elle aussi caractéristique : il s'agit de renforcer et embellir la liaison autoroutière entre Paris et Roissy, le grand aéroport dédié aux relations internationales. Il faudra « *dégager les vues qui permettent depuis Roissy de voir la tour Eiffel et la tour Montparnasse, signaler les lieux majeurs comme Le Bourget par des œuvres d'art, décorer de fresques les tunnels et les murs antibruit* » lit-on dans un rapport de l'Institut d'urbanisme d'Île-de-France. Rappelons que c'est déjà depuis Roissy que, symboliquement, avait été annoncé par Nicolas Sarkozy le projet du Grand Paris, le 26 juin 2007. Une manière de déterritorialiser la métropole dont les dirigeants sont plus soucieux des relations avec Londres et Francfort qu'avec Rouen et Orléans. ■

**Joseph Comby**

<sup>1</sup> L'ouvrage du géographe Jean-François Gravier (1915-2005), dont la première édition date de 1947, fut plusieurs fois réédité jusque dans les années 1970.

## REGARDS SUR L'ACTUALITÉ

### Les maisons à 1 euro

Ces dernières années ont vu fleurir les annonces de mise en vente de maisons à 1 € comme autant d'appels au

secours déguisés en coup de pub, le la part de communes dont le patrimoine immobilier semblait condamné à tomber en ruine, faute de repreneurs.

Dans le cas de la ville de Roubaix (96 000 habitants),

ancienne commune ouvrière située dans la conurbation de Lille, il s'agit déjà d'un plan de sauvetage. Il faut dire que la situation y est critique puisqu'on y compte 4000 logements inoccupés et que la moitié de ce parc

serait à l'abandon, voué à une dégradation progressive.

Ce sont une vingtaine de ces maisons qui ont été mises en vente par la municipalité au prix de l'euro symbolique, mais avec de strictes conditionnalités →